



POURQUOI LE POUVOIR NE VEUT-IL RIEN LÂCHER ?

Bien sûr, cette grève des raffineurs touche la plupart des français et, particulièrement, ceux pour lesquels le Gouvernement a le culot de recommander « la sobriété », qui constitue déjà pour eux et depuis un bon bout de temps leur vécu quotidien. Pendant ce temps, une minorité

vit dans une opulence insolente et dans les excès en tous genres (et pas seulement concernant l’empreinte carbone et la destruction de l’environnement !)

Pourtant et paradoxalement, cette grève frontale présente un grand intérêt **pour l’ensemble du monde du travail**.

Il y a une cinquantaine d’années maintenant, il était de bon ton de rigoler lorsque Georges Marchais, Secrétaire du Parti Communiste français fustigeait les méfaits du « grand Kapital ».

Aujourd’hui, on ne rigole plus : nous subissons sa violence et de façon brutale ! Le capitalisme dans sa dernière version financière et mondialisée détient aujourd’hui tous les pouvoirs et impose sa loi ! Le reste et, notamment, les institutions politiques, se transforme peu à peu en théâtre d’ombres ou en « exécutif des basses œuvres » des entreprises du CAC 40 !

Ce pouvoir, le capitalisme l’exerce au cœur même de la vie économique (ce qui n’est pas nouveau), au sein et à travers les entreprises multinationales, qui se développent allègrement, hors lien avec leur nation d’origine,

- en exploitant leurs propres salariés (et en les licenciant en cas de besoin !)
- en, utilisant des procédures fiscales légales pour échapper à l’impôt : **l’optimisation fiscale !**

- mais aussi en assujettissant les entreprises sous-traitantes et les producteurs (agricoles notamment) à leurs intérêts et à leur « bon » vouloir financier.

Ce pouvoir, s’exerce aussi via les gouvernements « à sa botte » élus sur de fausses promesses politiques, dont il exige exonération d’impôts et de cotisations sociales, sans contrepartie ni obligations, .

En outre, quand le système ne fonctionne plus et que les relais médiatiques qu’ils contrôlent ont bien discrédité la vie politique auprès des citoyens, l’extrême droite récolte le mécontentement et entre en scène (Suède, Italie et RN en France) pour poursuivre la mission de façon plus musclée, avec les mêmes commanditaires.

Mais alors quel est donc l’objectif poursuivi par le capital ?

Officiellement, grâce aux traités de Maastricht et de Lisbonne, tout le monde le sait .

Il s’agit de faire le bonheur des peuples, grâce à la potion magique de "**la concurrence libre et non faussée**", hors des entraves étatiques, et du droit du travail, **la main invisible du marché** se chargeant de réguler l’économie mondiale...pour le bien-être de tous !

Il s’agit, évidemment, d’une énorme escroquerie, car **le concept de la concurrence pure et parfaite créé par les économistes au XIXe siècle**, n’est qu’un modèle théorique dont la pertinence n’a jamais été vérifiée par l’expérience et dont l’efficacité, selon ses inventeurs serait, en outre, subordonnée à 5 conditions précises (transparence, atomisation du marché...) ...jamais réalisées à ce jour.

Mais cette monumentale escroquerie a pourtant produit la plupart des prix Nobel en la matière et constitue la base de l'enseignement universitaire en France et ailleurs !

En fait, et c'est le véritable objectif, il s'agit d'instituer -et de rendre prétendument légitime- dans le monde, "**le règne de la raison du plus fort**", pour faire prospérer les intérêts d'une caste minoritaire de privilégiés et de leurs commensaux, en développant leur richesse éhontée et le développement de leur pouvoir sans partage, économique et politique, sur une majorité de peuples en phase d'appauvrissement et en détruisant l'environnement et la vie. **Quel est l'Intérêt humain de cette stratégie ? Inexistant et néfaste.**

Aussi, pour réaliser ce projet, il s'agit :

- de supprimer tout système de régulation économique et sociale apte à favoriser la vie en société de l'ensemble des citoyens,
- de supprimer tout système légal de protection sociale, l'assistance aux plus pauvres suffisant amplement aux yeux du pouvoir, et encore, (cf "le pognon de dingue" de notre Président de la République),
- de transférer au secteur privé les services essentiels considérés comme publics, afin de lui ouvrir de nouveaux marchés "juteux" (santé, Sécurité sociale, transports, énergie, éducation, communications...).
- enfin, de briser toute velléité d'opposition revendicative en atomisant les citoyens, notamment par le démantèlement du droit du travail et le développement des emplois précaires (CDD et "ubérisation"), en vue de la destruction progressive du salariat...particulièrement pour les jeunes.

Devant ce projet mortifère, les gouvernements à tendance sociale-libérale et les organisations syndicales situées dans leur mouvance, doivent assumer leur responsabilité face à la chronique, pourtant prévisible, d'un désastre annoncé, que nous avons pressenti depuis longtemps, au MDC et au PCF notamment.

Car, en effet, face à un tel projet, on ne peut valablement négocier sans opposer un rapport de forces, à un pouvoir qui, précisément, ne reconnaît que la force. Tenter de négocier dans ces conditions, notamment sans unité syndicale, ne peut que déboucher sur des reculs sociaux (cf . Le désastre des lois travail El Khomeri et Macron ou le démantèlement continu du système de retraite).

Alors, bien sûr, la grève des raffineurs "enquiquine" beaucoup de gens ! Mais les travailleurs ne se mettent jamais en grève pour le plaisir. Dans le cas présent, il s'agit pour eux d'obtenir un rattrapage face à l'inflation, profitant d'un secteur où les organisations syndicales peuvent encore peser en apportant la preuve qu'on peut faire céder le patronat et faire reculer la progression des inégalités et de la pauvreté dans notre pays. N'est-il pas temps pour le monde du travail de se resaisir, quand le pouvoir, une fois de plus est à la manoeuvre et avec les médias à sa solde, tente de diviser pour continuer à régner sur les citoyens qui l'ont élu par défaut. **Ils ne sont pas nos partenaires, mais des adversaires résolus !**

A République et Socialisme, nous sommes des républicains sociaux qui défendons non seulement le développement des fondamentaux de la République, mais aussi son plein achèvement, par le pouvoir dans l'entreprise, par les nationalisations et le développement des projets coopératifs, remettant en cause ces privilèges de la bourgeoisie et l'exploitation de l'homme par l'homme.